

PLUSIEURS ESPACES PUBLICS RÉINVESTIS À L'APPROCHE DU RAMADAN

Commerce informel : le grand retour ?

Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur s'y étaient engagés : les marchés informels devaient définitivement disparaître avant le mois du Ramadan. Sur le terrain, les vendeurs repartent à la conquête des espaces publics. L'UGCAA avertit : les revendeurs sont en train de s'organiser pour opérer un retour en force pendant le Ramadan.

Nawal Imès-Alger (Le Soir) - Avec un retour en force par endroits, un peu plus timide à d'autres, le commerce informel refait surface à moins d'un mois du Ramadan. C'est pourtant l'échéance que s'était fixée l'exécutif pour venir à bout d'un phénomène qui gangrène l'économie nationale.

Face à l'inertie des pouvoirs publics, les vendeurs à la sauvette réinvestissent doucement les lieux d'où ils avaient été délogés par la force publique. A la place des Martyrs, retour à la case départ : des centaines de vendeurs y ont repris leurs activités proposant à même le sol, produits alimentaires et vestimentaires. A Belcourt, la reprise est plus timide. Les plus téméraires proposent leurs articles sans vraiment installer leurs étals, probablement un prélude à un retour en force de l'activité informelle. Le porte-parole de l'Union générale des commer-

cants et artisans algériens (UGCAA) n'écarter pas ce retour pendant le Ramadan. Tahar Boulénouar explique qu'avant fin 2012, le ministère du Commerce et celui de l'Intérieur avaient mené campagne pour venir à bout des commerçants informels. Aux premiers mois de 2013, l'opération avait été concrétisée à hauteur de 40%, dit-il, regrettant de constater un retour progressif de l'activité informelle. Tahar Boulénouar affirme que des informations émanant de plusieurs wilayas font état de la volonté des jeunes versés dans l'informel de reprendre leurs activités. Ils ont, en effet, pris attache avec des grossistes pour s'assurer de pouvoir être approvisionnés en perspective du mois de Ramadan. Pour Tahar Boulénouar, si l'opération d'éradication de l'informel n'a pas connu le succès escompté, c'est pour plusieurs raisons. Pour le



Photo : Samir Sid

porte-parole de l'UGCAA, la fiscalité est en partie responsable puisque, dit-il, en imposant trop de taxes aux commerçants réguliers, le système fiscal pousse un grand nombre d'entre eux à se diriger vers l'informel. Pour venir à bout de l'informel, ajoute-t-il, il faut revoir le système fiscal algérien dans le sens de l'allègement. Tahar Boulénouar ajoute qu'il faut exploiter les espaces commer-

ciaux fermés depuis des années comme les Souk el-Fellah ou les Galeries ou même les hangars dont les communes ne savent quoi en faire et qui sont totalement à l'abandon. La disparition de l'informel ne peut se faire, explique le porte-parole de l'UGCAA, sans l'implication des communes qui doivent promouvoir le développement local alors qu'elles sont en ce moment un frein à ce dernier.

Tahar Boulénouar rappelle que l'éradication de l'informel est un engagement de l'exécutif, s'il devait revenir en force, c'est non seulement toute l'action du gouvernement qui serait discréditée mais ce serait également la preuve que les grands barons qui font transiter 80% des produits périmés ou contrefaits par le circuit de l'informel ont repris le dessus. Pas plus tard que le mois dernier, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales affirmait que l'opération portant élimination des marchés informels atteindra le taux de 90% à l'entame du mois de Ramadan. De son côté, le ministère du Commerce faisait savoir que plus de 100 marchés avaient été construits et livrés à travers le territoire national permettant ainsi d'intégrer 15 000 commerçants. Une enveloppe de 10 milliards de dinars a été dégagée pour la réalisation de nouvelles structures appelées à assurer l'intégration d'environ 40 000 à 50 000 commerçants exerçant dans l'informel. En attendant, ces derniers ne semblent pas vouloir rater l'occasion du Ramadan, pour faire de bonnes affaires.

N. I.

LUTTE ANTIACRIDIEENNE

Le ministère de l'Agriculture met à contribution la Tassili Travail Aérien

Un contrat programme de services aériens a été signé, hier, à Alger, entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la Tassili Travail Aérien, filiale de Tassili Airlines. Cet accord vise à renforcer la lutte phytosanitaire par voie aérienne.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - S'inscrivant dans le cadre de l'amélioration et du renforcement de l'action préventive des cultures et forêts, le contrat a été établi pour cinq années renouvelable. Annuellement, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural accordera un milliard de dinars de frais des prestations et des traitements aériens, a précisé le ministre, Rachid Benaïssa.

De son côté, la directrice de la protection de végétaux et du contrôle technique, Hadjres Nadia, a affirmé que cette convention constitue «un outil de renforcement pour le secteur de l'agriculture et la sauvegarde des cultures et des forêts». Elle cite ainsi les différents objectifs de l'accord, notamment la lutte contre les ravageurs nuisibles des cultures et des forêts, la prospection acridienne, la prévention, la sauvegarde des produits agricoles et la surveillance et la lutte contre les incendies de forêt.

Intervenant lors de la 6^e réunion du Comité interministériel de lutte antiacridienne, le ministre a appelé les différents acteurs à la vigilance. «Il faut suivre de près la situation acridienne notamment durant la période estivale afin qu'il n'y ait pas de surprise lors des prochaines saisons», dit-il.

A l'intention du directeur de l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), Rachid Benaïssa a rappelé qu'il ne faut pas oublier les projets de recherche en collaboration avec les universités afin «de trouver un moyen de lutte biologique contre le criquet pèlerin».

Une menace acridienne pour laquelle le ministère de l'Agriculture a mis en place un «lourd» dispositif. «Trente équipes terrestres de prospection et 224 unités de traitement appuyées par 5 hélicoptères du ministère de la Défense nationale ont été déployées dans plusieurs wilayas du Sud», précise-t-on. Cela a permis le traitement d'une superficie globale 19 725 ha dont plus de 3 000 ha par voie aérienne.

D'ailleurs, «une enveloppe financière de 1,6 milliard de dinars est disponible à la BADR pour assurer l'accompagnement des dispositifs de surveillance et de lutte contre le criquet pèlerin», a précisé, encore la directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique.

R. N.

DIABÈTE ET RAMADAN

40% des diabétiques de type 1 jeûnent en dépit des risques

Le dialogue, la négociation et les explications sont les conditions essentielles pour concilier Ramadan, jeûne et diabète, ont expliqué, hier, les spécialistes, réunis dans le cadre du forum de discussion «Diabète et Ramadan». La période de jeûne constitue ainsi pour les personnes diabétiques un défi récurrent du fait des importantes modifications des cycles hormonaux et biologiques pouvant entraîner des complications graves.

F-Zohra B - Alger (Le Soir) -

Les experts, réunis, hier, à l'hôtel Mercure, ont recommandé une hygiène de vie à même de permettre aux personnes atteintes de cette pathologie de passer le Ramadan dans les meilleures conditions. Comme chaque année, depuis 2010, à la même période, la campagne «diabète et Ramadan» est organisée en vue d'informer les personnes ayant le diabète et leur entourage sur les risques associés au jeûne. C'est à l'initiative de la Société algérienne de diabétologie et du laboratoire Novo Nordisk que les experts se sont réunis lors d'un forum de discussion. Ce thème, selon le professeur Ouadahi du service de médecine interne à l'hôpital de Bab El Oued, «est la parfaite illustration de la place de la médecine qui se situe à la croisée de la société et de la science. Cette thématique va illustrer la stratégie de la prise en charge du diabète qui doit être centrée sur le patient». Le spécialiste a ainsi insisté sur la nécessité de la communication



Photo : Samir Sid

entre les patients et leurs médecins traitants. «Que vaut la prescription du médecin devant la conviction du malade ? Souvent c'est une logique de dialogue de sourds, le médecin n'aborde pas le problème et le malade n'en fait qu'à sa tête. Il faut aller donc vers le dialogue et la négociation sur le fait de jeûner et de ne pas jeûner. Le médecin doit expliquer les risques encourus et la catégorie de risques auxquels le malade appartient», a expliqué le professeur Ouadahi, notant que les études ont montré que beaucoup de patients jeûnaient et ceci à un rythme d'un malade sur deux. Les présents préciseront aussi que les préceptes de la religion sont à prendre en compte. Pour sa part, le professeur Arbouche, présidente de la Société algérienne de diabétologie, rappellera qu'en dépit des risques, 40% des diabétiques de type 1 jeûnent et 80% de

type II jeûnaient aussi en dépit des risques importants. Elle imputera cette situation au manque d'information et de sensibilisation : la campagne annuelle a pour but de sensibiliser les professionnels de la santé, les autorités et le grand public sur cette problématique qui nécessite l'implication de toutes les parties prenantes engagées dans la lutte contre le diabète. La campagne est organisée par Novo Nordisk en collaboration avec les associations de diabétiques et les professionnels de la santé sur l'ensemble du territoire national. Des séances d'éducation et d'information pour les personnes ayant un diabète, ainsi que de sensibilisation seront organisées. Ces journées regrouperont des médecins, paramédicaux, des patients et conseillers religieux et sont organisées deux mois avant le Ramadan.

F.Z.B.